

LE SYNDICALISME AGRICOLE VAROIS AU DÉBUT DU XX^e SIECLE (1)

Le Var apporte une contribution non négligeable à la naissance du syndicalisme agricole par la conjugaison de deux caractères bien marqués :

- l'ampleur précoce du mouvement, d'une part,
- et une certaine originalité, d'autre part.

1 - Un essor syndical précoce, à base communale

C'est en effet le début du XX^e siècle qui enregistre les progrès décisifs, assurant alors une place de choix au syndicalisme varois dans le mouvement national.

	Nombre de syndicats	Adhérents	Indices	
	a	b	a	b
1890	13	1.280	100	100
1899	39	2.960	300	231
1906	90	6.750	692	527
1913	110	11.000	846	859

L'ouest du département, l'arrondissement de Brignoles, compte alors le plus de créations et, en 1914, 38 de ses 54 communes (71 %) sont dotées d'un syndicat au moins (2). C'est aussi le secteur d'extension maximale du vignoble (17.500 ha sur les 50.300 du département en 1910-1913), car, ici comme ailleurs dans le Midi viticole (3), le syndicalisme paysan est étroitement lié à la vigne; il se développe avec la crise de mévente et affirme sa vocation viticole (Syndicat de *défense* viticole).

S'il existe des organismes cantonaux ou régionaux (8 à la fin du XIX^e siècle) et même une Fédération départementale, bien pâle, (Fédération syndicale et professionnelle des vigneron et agriculteurs du Var, 1905, puis Fédération syndicale des délégués des communes et des syndicats agricoles pour la défense de la viticulture du Var), le cadre de base du mouvement reste la commune. Certes, des groupements plus larges sont aussi présents, comme l'Union

des Syndicats Agricoles des Alpes et de Provence (4) (plus de 40 % des syndicats varois y adhèrent à la fin du XIXe siècle, puis 31 %) ou encore les syndicats d'arrondissement : Union des Syndicats agricoles de l'arrondissement de Draguignan (1899; 11 syndicats, 2.100 membres en 1900), Syndicat de défense des intérêts agricoles de Toulon et du Littoral (producteurs d'immortelles et d'oignons à fleurs, 1899; 685 adhérents en 1911), et surtout Union des syndicats agricoles de l'arrondissement de Brignoles, née en 1902, et scindée en 1905 en une Fédération des Syndicats agricoles de l'arrondissement, de droite, et une Union des Syndicats..., de gauche (en 1912, respectivement, 18 syndicats et 1.537 membres, 17 syndicats et 1.206 membres). Mais 90 % des syndicats nés au début du XXe siècle sont, et pour beaucoup restent, cantonnés aux limites de leur commune. Et c'est bien à ce niveau qu'est vécu l'essentiel du syndicalisme agricole varois.

2 — Vitalité et insertion sociale

L'effectif des adhérents représenterait 20 % du nombre des propriétaires exploitants au début du XXe siècle, plus de 30 % en 1913-1914. Même en tenant compte des exagérations possibles, comme les adhérents comptés plusieurs fois, l'audience du syndicalisme s'élargit donc rapidement. Deux restrictions s'imposent cependant :

1) Beaucoup de syndicats se réduisent à de petites cellules fragiles. Deux-tiers d'entre eux n'atteignent pas la centaine d'adhérents, et la région d'Hyères-Toulon, qui compte quelques grosses unités (350 membres pour le Syndicat agricole et horticole de la région d'Hyères en 1896, 590 en 1911, après sa fusion avec le Syndicat des producteurs-jardiniers), fait un peu figure d'exception. Aussi la durée de vie de ces petits organismes est-elle souvent fort réduite : un quart d'entre eux ne dépasse pas le lustre; beaucoup « végètent péniblement » (Syndicat agricole de Signes, 102 membres en 1895, 70 en 1902), ou déclinent (Syndicat agricole de Brignoles, 100 membres en 1889, 35 en 1903). C'est que les créations sont trop nombreuses — parfois plusieurs syndicats pour une même commune — pour la clientèle potentielle. Cette pléthore obéit à des contraintes très pressantes : elle est le fruit des tenaces et profondes rivalités politiques qui opposent Blancs et Rouges dans tous les villages et à tous les niveaux. Les Blancs suscitent la première génération syndicale, celle des années 90, particulièrement dans l'ouest du département. Le Syndicat cantonal de Saint-Maximin (1888), le Syndicat agricole du Val (1886), de Tourves (1887), de Saint-Zacharie (1890) ne sont en fait que des cercles déguisés où, sous le prétexte de loisirs en commun, on fait de la politique; dominés par des notables locaux, accessoirement agriculteurs, ce sont des officines anti-républicaines. A propos du Syndicat de Rians, le maire écrit en août 1895 : « C'est un comité électoral permanent qui, dans les prochaines élections municipales et législatives,

recevra le mot d'ordre de l'Union des Syndicats agricoles des Alpes et de Provence». A la fin du siècle, sous l'impulsion du marquis de Trans, Léonce de Villeneuve-Flayosc, fondateur de l'Union des Syndicats agricoles de Provence, et président de l'U.A.P., les créations de ce type se multiplient, souvent à partir de cercles (Rians, 1894; Les Arcs, 1895; Lorgues, 1895...). Un véritable «syndicalisme de marquis» s'implante alors.

Au début du XXe siècle, les républicains se lancent à leur tour, rivalisant avec la droite dans la conquête des clientèles villageoises, en particulier dans l'arrondissement de Brignoles où s'affrontent Lucien Fret puis Raymond Gavoty futur leader de l'U.A.P., et le professeur d'agriculture républicain, Vernet, relayé ensuite par le Conseiller général radical-socialiste puis député socialiste, Octave Vigne. Carcès, Entrecasteaux, Montfort, etc... possèdent alors deux syndicats farouchement opposés. Cet éclatement, né d'une omniprésente politisation, ne pouvait dès lors qu'émettre un mouvement syndical menacé ainsi de fragilité.

2) D'autre part, à côté du nombre, importe la *qualité* des syndiqués.

Aucune surprise du côté des fondateurs : on y retrouve les notables ruraux habituels, peut-être un peu plus huppés à droite qu'à gauche : «propriétaires», membres de l'élite des médecins, notaires, élus locaux, voire marquis... Par contre, les vieilles sociétés d'agriculture interviennent peu ès-qualité, méfiantes devant une concurrence possible et une politisation trop marquée. Certains de leurs membres s'engagent davantage, comme le docteur Vidal, gros propriétaire de la région toulonnaise, fondateur du Syndicat agricole et horticole d'Hyères (1889). Mais les plus zélés propagandistes furent bien les fonctionnaires de la République : les professeurs d'agriculture se dépensèrent en effet beaucoup, appuyés par la presse de gauche et le soutien tacite de l'administration, à l'image de Victor Aubert, très actif en 1894-96 dans l'arrondissement de Toulon (Syndicat agricole de Toulon, section syndicale à Solliès-Pont, Cuers, Puget-Ville, etc...), ou encore, et surtout, de ce Vernet, professeur spécial d'agriculture, que nous avons déjà rencontré dans l'arrondissement de Brignoles. A leur niveau, ils contribuent à étoffer l'encadrement culturel et pratique, laïque et républicain, que la République radicale développe alors dans les campagnes. Valorisés par leur double fonction d'enseignant et de praticien, ils œuvrent efficacement pour l'enracinement du régime dans les milieux ruraux.

Il faut bien conclure cependant que, malgré une structure sociale démocratique (trois-quarts d'exploitants directs, 75 % des exploitations inférieures à 5 ha), l'initiative échappe encore largement à la base paysanne.

La clientèle des simples adhérents présente deux caractéristiques bien nettes :

d'une part, l'importance des syndiqués dont l'agriculture n'est pas ou n'est plus l'activité principale : petits commerçants, artisans et même fonctionnaires (3 instituteurs, 2 facteurs, 2 cantonniers, 1 percepteur, 1 receveur des Postes

sont membres du Syndicat agricole de Camps, né en 1909), représentent un cinquième ou plus de l'effectif syndical (Camps, 20 % en 1909; Roquebrune, 40 % au Syndicat agricole, 1895, 22 % au Syndicat séricicole, 1909). Se retrouve ici la structure socio-professionnelle diversifiée des villages varois, qui fait de ces syndicats de véritables petits carrefours sociaux, avec des conséquences précises dont la moindre n'est pas la nécessaire harmonisation des conduites et des objectifs; ce qui pourrait bien être une clé de la «sagesse» de ce syndicalisme (voir son atonie lors de la crise de 1907), pourtant assiégé et pénétré par les turbulences de la politique.

Les exploitants forment le gros de la troupe. Parmi eux, les propriétaires-cultivateurs et les cultivateurs — terme qui, au XXe siècle, signifie principalement petit exploitant agricole — comptent beaucoup. Par contre, le syndicalisme ouvrier est d'autant moins représenté que les véritables prolétaires, dépourvus de terre, sont rares : le Syndicat des ouvriers agricoles d'Hyères, naît avec l'aide du mouvement ouvrier toulonnais en décembre 1907, à l'occasion d'une grève des ouvriers maraîchers, italiens en majorité; on sait peu de chose de trois autres créations : Syndicat d'ouvriers agricoles, La Londe, 1911, Chambre syndicale des travailleurs agricoles de Toulon, 1901-1905, Syndicat des travailleurs agricoles d'Ollioules, 185 membres en 1910.

Ainsi, participation relativement importante des professions non agricoles, rareté des rentiers du sol et des paysans sans terre, forte présence de la démocratie sociale des petits propriétaires exploitants, définissent la spécificité du syndicalisme agricole varois (5).

3 — Un certain idéal syndicaliste

Il est banal de relever l'orientation très utilitariste du syndicalisme agricole. A cet égard, le Var est bien dans la norme. Les statuts syndicaux conservés — et répétant un modèle-type — se fixent des objectifs bien précis et ambitieux : progrès technique et lutte contre la routine figurent à peu près partout; les syndicats viticoles veulent s'attaquer à la fraude; les syndicats spécialisés — horticoles, séricicoles —, envisagent de développer une politique commerciale plus efficace; certains se préoccupent du placement des ouvriers agricoles (Syndicat agricole des propriétaires toulonnais). Les réalisations suivent mal : peu de syndicats possèdent livres et journaux (Saint-Julien, Saint-Tropez, Le Val, Tourves), donnent des «cours» ou patronnent des concours (Bargème, Brovès). Les initiatives commerciales sont cependant plus nombreuses, en particulier chez les syndicats horticoles, de la région toulonnaise, appuyés sur une presse particulière et bien informée. (*L'Union des Producteurs*, du Syndicat des producteurs jardiniers de la région d'Hyères; *La Défense agricole*). On note quelques tentatives pour fixer des prix minimum (bulbes de fleurs, Syndicat de défense des intérêts agricoles de Toulon et du Littoral, 1889; cocons, Syndicat cantonal

de Fayence, 1901). Résultats modestes, certes, mais il faut songer que le succès des coopératives déchargeait le syndicalisme de ce secteur commercial. Or, la coopération était la fille de ce même syndicalisme et la réussite de l'une (prix plus avantageux, améliorations des techniques de production) était aussi, indirectement, celle de l'autre (6). De même, la mise en place et le développement du crédit agricole (7), particulièrement bénéfique pour les coopératives, et du système d'assurances mutuelles (8), dépendent étroitement du mouvement syndical.

Ainsi, apparemment, le syndicalisme varois se cantonne largement dans son rôle de «boutiquier». Vendeur à meilleur prix des produits nécessaires à l'agriculture (engrais, semences, produits anticryptogamiques, outillage agricole), il favorise le progrès, en particulier par la livraison croissante d'engrais (multiplication par dix entre 1901 et 1911). Mais on ne saurait négliger son rôle de créateur et d'initiateur de nouvelles associations agricoles promises à un bel avenir.

Le syndicalisme agricole varois possède encore une autre dimension, politique celle-là. Né à droite, il se voit alors assigner une fonction unificatrice : refusant la politique qui divise, il doit regrouper le monde paysan menacé (la reconstruction post-phyllloxérique ne va pas sans déboires multiples), comme le propose la conservatrice et chrétienne Union des Alpes et de Provence, par la bouche de son président (Congrès de la Bonne Presse, Brignoles, juin 1895). Les Rouges insistent, eux, sur les possibilités d'émancipation offertes par les nouvelles organisations agricoles. C'est l'argument majeur de la longue campagne du député O. Vigne en faveur du syndicalisme et surtout de la coopération, qui, elle, est née à gauche; et, dans sa commune de Montfort, Vigne donne l'exemple, suscitant syndicat, caisse de crédit et caisse d'assurances rouges face aux créations des Blancs (1906-1908); pour lui ces associations sont de véritables petites cellules de socialisme pratique; elles deviennent les bases solides de sa conquête socialiste et de son implantation locale (Conseiller général du canton de Cotignac, de 1895 à 1928, et député de 1901 à 1919).

Bénéficiant d'une vieille tradition de sociabilité, le socialisme agricole varois s'est tôt développé. Mais la diversité socio-professionnelle de ses adhérents et sa naissance politisée favorisent à la fois individualisme et émiettement. Cependant, malgré ces facteurs défavorables, il ne se borne pas au simple rôle de boutiquier. La part qu'il prend dans la création et le développement des autres associations agricoles et surtout la fonction politique qu'il assume comptent aussi et beaucoup. En particulier, présenté au début du XXe siècle comme un exemple de socialisme pratique, il devient un instrument de propagande efficace et favorise la conquête durable des milieux viticoles.

NOTES

- 1 — Principales sources régionales : A.D. du Var, 14 M 7 — 2 à 5; Procès-verbaux du Conseil Général du Var; *Le Marquis de Villeneuve-Trans et les syndicats agricoles en Provence, 1899-1908*, Lyon, E. Vitte, 1916; *Le Mouvement Social*, avril-juin 1969; J.M. GUILLOU, A. PALLADINO, R. ROUGE, «Syndicalisme et coopération dans le Var de 1884 à 1939», Mémoire de Maîtrise, Aix-en-Provence, 1970; Y. RINAUDO, «Les Paysans du Var, fin XIXe-début XXe», Thèse Lettres, Aix-en-Provence, 1978.
- 2 —
- | | Nombre de syndicats | Pourcentage des communes avec syndicats |
|------------|---------------------|---|
| Brignoles | 42 | 71 % |
| Draguignan | 25 | 40 % |
| Toulon | 16 | 50 % |
- 3 — Cf. R. PECH, *Entreprise viticole et capitalisme en Languedoc-Roussillon, du phylloxéra aux crises de mévente*, Publications de l'Université de Toulouse-Le Mirail, 1975.
- 4 — Six syndicats varois participent à sa fondation.
- 5 — Voir, par exemple, G. GARRIER, «L'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles», *Le Mouvement Social*, avril-juin 1969, pp. 31 et sq.
- 6 — Y. RINAUDO, «Coopératives et pouvoir économique, l'exemple du Var au début du XXe siècle», *Cahiers de la Méditerranée*, Journées d'Etudes de Bendor, 26-28 avril 1978, 1980.
- 7 — Six caisses locales en 1896, 65 en 1914, plus de 4.000 adhérents.
- 8 — Caisse départementale d'assurances contre la mortalité du bétail, février 1902, 16 caisses locales en 1912; 16 caisses locales d'assurances-incendie en 1912.